

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC

10 RUE DU COLISEE
CS 60006
75008 Paris

Références : 2025-TN1Is021

Code AIOT : 0010400222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 dans l'établissement ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC implanté 2 rue Blaise Pascal - BP 166 ZAC de l'Isle d'Abeau - bât ICD16 38090 Vaulx-Milieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement pour l'année 2025. Elle visait à faire un point sur les suites de la dernière inspection, ainsi qu'à regarder le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du site et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 vis-à-vis de la rétention des eaux incendie, des rejets atmosphériques du site et de l'étude des flux thermiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC
- 2 rue Blaise Pascal - BP 166 ZAC de l'Isle d'Abeau - bât ICD16 38090 Vaulx-Milieu
- Code AIOT : 0010400222

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC, soumise à enregistrement, bénéficie d'un arrêté préfectoral (AP) d'autorisation n° 2012 2190024 du 6 août 2012 au nom de la société Prologis et un arrêté préfectoral complémentaire n°20150089-0018 du 20 mars 2015 au nom de ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC. Par courrier du 10/01/2022 l'exploitant demande à bénéficier des droits acquis pour la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement.

ARROW FRANCE loue ses entrepôts à différentes sociétés qui réalise principalement des activités de stockage.

Environ 200 personnes sont présentes sur le site, qui est ouvert 24h/24.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point sur la situation administrative	AP Complémentaire du 30/03/2015, article 1.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Validité POI et présence de grillage	AP Complémentaire du 06/08/2012, articles 6.1.5.1, 6.6.2 et 3.3.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Rétention des eaux incendie	AP Complémentaire du 06/08/2012, article 4.5.3	Observation	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan et état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Rapport de l'inspection de 2022	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/08/2012, article 3.2.5.1.2	Sans objet
7	Étude des flux thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance à l'inspection pour mettre à jour sa situation administrative. Le nouveau plan des stocks mis en place répond aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant doit s'assurer qu'il est bien pris en main par les différents locataires de ses cellules de stockages. Il doit se conformer aux prescriptions de son arrêté préfectoral de 2012 en

ce qui concerne l'aménagement des cellules destinées à recevoir des gaz inflammables liquéfiés. La rétention des eaux d'extinction incendie est bien assurée sur le site avec le bassin et les quais de déchargements, cependant l'exploitant doit être en mesure d'assurer que les eaux d'extinction incendies ne risquent pas de finir dans les bassins de rétentions des eaux pluviales. L'exploitant ne réalise pas toutes les analyses demandées par son arrêté préfectoral de 2012 en ce qui concerne les rejets de ses chaudières.

L'étude des flux thermiques a bien été réalisée par l'exploitant et elle a permis de s'assurer qu'aucun flux thermique supérieur à 8kW/m² ne sort des limites du site en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point sur la situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2015, article 1.2		
Thème(s) : Situation administrative, Tableau d'activité		
Prescription contrôlée :		
Résumé du tableau de l'article 1.2 de l'APC de 2015 :		
Rubrique	Volume	Régime
1510-1	755 853 m ³	Autorisation
1530-1	115 000 m ³	Autorisation
1532-1	115 000 m ³	Autorisation
2662-a	115 000 m ³	Autorisation
2663-1-a	115 000 m ³	Autorisation
2663-2-a	115 000 m ³	Autorisation
1432-2-a	620 m ³	Autorisation
1611-1	2 116 tonnes	Autorisation
2925	440 kW	Déclaration
1412-2-b	21 tonnes	Déclaration
2910-a-2	7 995kW	Déclaration
2940-2-b	<30 kg/j	Déclaration
2661-1-c	1,3 t/j	Déclaration
2661-2-b	2 t/j	Déclaration
Constats :		
Ce point visait à faire un état des lieux de la situation administrative du site depuis l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015. L'exploitant a envoyé un courrier à l'inspection en date du 10 janvier 2022. La situation du site n'a pas évolué depuis ce courrier :		
- 1510 à autorisation avec 755 853m ³ : ce volume comprend la totalité des bâtiments de stockages, considérés comme un seul IPD. Il n'a pas évolué depuis 2015. Aujourd'hui, il correspond à un classement à enregistrement. Le site est donc E au titre de la 1510 mais continue de bénéficier du régime de l'autorisation.		
- Le volume des autres rubriques de stockages (1530, 1532, 2662, 2663) correspond au volume susceptible d'être stocké dans les entrepôts classés 1510. Les volumes stockés sur le site et leurs classements sont variables, car les cellules sont louées à différentes entreprises. L'exploitant souhaite ainsi garder le détail de ces volumes dans son AP, en gardant des volumes qui sont		

<p>majorants par rapport à son activité.</p> <p>- Le courrier de 2022 assure que le reste des rubriques n'a pas changé de volume et de classement depuis l'arrêté préfectoral de 2015.</p> <p>Le site est soumis à plusieurs rubriques 4XXX du fait de changements dans la nomenclature: enregistrement pour la rubrique 4331, déclaration pour les rubriques 4320, 4330 et 4734 et NC pour les rubriques 4321, 4718, 4422, 4510 et 4511.</p> <p>Une nouvelle activité est présente sur le site, soumise DC au titre de la rubrique 4220 (stockage de produits explosifs), pour un volume de 29kg. L'exploitant a prévu de transmettre un PAC à l'inspection pour mettre à jour ses activités.</p> <p>L'exploitant dit avoir réalisé le calcul de la règle des cumuls et ne pas être classé SEVESO. Il transmet le détail du calcul à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet un PAC à l'inspection des ICPE pour la rubrique 4220. Il en profite pour faire un point sur la situation administrative du site au vu des évolutions de nomenclature.</p> <p>Il transmet le détail du calcul de la règle des cumuls pour les rubriques 4XXX.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Plan et état des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan et état des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.4. Etat des matières stockées » (Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°) « I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : « 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. « Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. « Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles</p>

ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Jusqu'à présent, chaque locataire disposait d'un état des stocks en format excel, ce qui rendait la compilation des données pour avoir une idée de l'état des stocks global du site compliquée.

Depuis, l'exploitant a mis en œuvre une nouvelle solution via le logiciel DOCOSTOCK pour tous les locataires. Les locataires sont dans l'obligation de renseigner chaque semaine le logiciel avec le détail de ce qu'ils stockent dans les cellules qu'ils louent.

Le logiciel présente ensuite un plan du site. Quand on clique sur une cellule dans le logiciel, on connaît le volume stocké à l'intérieur, détaillé par rubrique ICPE.

Le logiciel est en cours de mise en place sur le site et tous les locataires ne l'ont pas encore pris en main.

L'accès au logiciel pourra se faire en ligne de n'importe où et à n'importe quel moment.

Les FDS ne sont pas accessibles par l'exploitant directement mais sont tenues à sa disposition par les locataires.

Deux FDS ont été consultées sur site pour deux produits vus dans l'entrepôt, chez le locataire ID LOGISTICS (cellule A1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise la mise en place de son logiciel DOCOSTOCK pour l'état des stocks du site et assure son bon remplissage par les différents locataires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Validité POI et présence de grillage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2012, articles 6.1.5.1, 6.6.2 et 3.3.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Validité POI et présence de grillage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.1.5.1 – Les bâtiments A, B, C et D sont divisés en 14 cellules dont deux cellules de stockage de produits dangereux.</p> <p>cellule A1 : 4 555 m², cellule A2 : 5 127 m², cellule A3 : 5 384 m², cellule A4 : 4 598 m² ; cellule B1 : 4 663 m², cellule B2 : 4 852 m², cellule B3 : 5 597 m², cellule C1 : 4 816 m², cellule C2 : 4 870 m², cellule D1 : 5 994m², cellule D2 : 5 958m², cellule D3-1 : 1 210m², cellule D3-2 : 2 017m² cellule D4 : 5 712m².</p> <p>Le stockage des liquides inflammables se fera dans la cellule D3-B. Quelques litres sont également utilisés et stockés dans la cellule B3. De même à l'extérieur de la cellule B3, 2 m³ de liquides inflammables de catégorie A sont stockés. Le stockage de gaz liquéfiés inflammables se fera dans la cellule D3-A uniquement réservée à cet effet. Ces cellules seront situées au rez-de-chaussée et ne seront pas surmontées par d'autres niveaux.</p> <p>Le stockage des batteries et d'huiles moteur se fera uniquement dans les cellule A2, D2 et D4.</p> <p>6.6.2 L'exploitant doit établir un POI sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers....</p> <p>3.3.3.3 Afin de limiter la propagation de l'incendie par la projection de générateurs d'aérosols en feu, des grillages seront tendus entre le sol et la toiture de l'entrepôt au sein des cellules de stockage de gaz liquéfiés inflammables.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection de 2022, l'Inspection a constaté l'absence de grillage au niveau du stockage des aérosols situés au sein de la cellule louée à Matisec (bâtiment B). La visite de terrain du 17 juillet 2025 a permis de constater qu'une armoire spéciale a été mise en place pour les aérosols.</p> <p>Le POI a également été mis à jour afin de localiser les aérosols aux bons endroits.</p> <p>La cellule D3A est actuellement vide. Elle n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 août 2012 en ce qui concerne la présence de grillage. L'exploitant ne souhaite pas modifier cette cellule : il doit faire une demande auprès de l'inspection pour modifier les prescriptions concernant cette cellule, soit en affirmant qu'il n'y stockera pas de gaz liquéfiés inflammables, soit en justifiant que la cellule est adaptée au stockage de gaz liquéfiés inflammables malgré l'absence de grillage tendu entre le sol et la toiture.</p> <p>La cellule D3B est indiquée dans le POI comme contenant des liquides inflammables. Actuellement il n'y a pas de liquides inflammables sur le site, cependant s'il devait y en avoir</p>

l'exploitant affirme qu'ils seraient stockés uniquement en cellule D3B, conformément au POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que tous les aérosols stockés sur le site sont dans des stockages adaptés pour limiter le risque de propagation en cas d'incident. Il se met en conformité vis-à-vis de sa cellule D3A destinée au stockage des gaz liquéfiés inflammables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Rapport de l'inspection de 2022
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : Maintenance et test Demande d'action corrective n°4 : L'exploitant doit s'assurer de la levée des remarques sur la vérification des extincteurs, sous un délai de 3 mois. Demande d'action corrective n°5 : L'exploitant doit lever les non conformités relevées dans le rapport de juin 2022 relatif au contrôle des RIA, sous un délai de 3 mois. Demande d'action corrective n°6 : L'exploitant doit lever les observations relevées dans le rapport de mai 2022 relatif au contrôle du sprinklage, sous un délai de 3 mois et réaliser le contrôle du 2nd semestre de son installation sans délai. Demande d'action corrective n°7 : L'exploitant doit lever les observations relevées dans le rapport de janvier 2022 relatif au contrôle des trappes de désenfumage pour IDA16, sous un délai de 3 mois et réaliser le contrôle sans délai pour IDA17. Demande d'action corrective n°8 : L'exploitant doit lever les non conformités relevées dans le rapport d'avril 2022 relatif au contrôle des portes coupe feu, sous un délai de 3 mois. Demande d'action corrective n°9 : L'exploitant doit procéder au test de débit de chacun des 15 poteaux incendie présents sur son site, sous un délai de 3 mois. (on veut 60m ³ /h)
Constats : Les extincteurs ont été contrôlés par SAV PRO le 17 avril 2025. Les joints d'étanchéité ont été remplacés sur 34 extincteurs pour 58 extincteurs vérifiés et 3 extincteurs sont à renouveler. Les portes coupe feu ont été contrôlées le 5 avril 2024 par SBM. L'exploitant est en cours de changement de prestataire et passera maintenant par QUALI CONSULT. Le rapport indique que la porte REP 3 est à régler et que la porte REP 6 ne ferme pas. La porte REP 6 a été vue sur le terrain : elle était bien fermée. Les poteaux incendie ont été contrôlés le 9 juillet 2025 par Esprikler. Ils sont alimentés par le réseau sprinkler donc la pression est de 12 bar pour chaque poteau. Le débit de tous les poteaux

est supérieur à 80m³/h. L'exploitant ne réalise pas de test de pression en simultané au vu de la pression de chaque poteau.

Trois remarques ont été faites sur les poteaux concernant le fonctionnement de la purge, l'absence de vanne de pieds et le dégagement. D'autres « remarques mineures » ont été faites sur 8 poteaux. L'exploitant doit faire en sorte de lever ces remarques.

Les trappes de désenfumage ont été vues par la société Kingspan le 6 février 2025. Plus d'une dizaine de trappes sont indiquées avec un « remplissage percé ou cassé ».

La société SPI a contrôlé les RIA du 21 au 23 mai 2024. Des remarques apparaissent sur le rapport : RIA qui fuient, dévidoir abîmé, nécessité de mettre des détendeurs sur tous les RIA. L'exploitant a assuré à l'inspection que les actions correctives avaient été réalisées. Le devis a été vu en inspection.

Le sprinklage a été contrôlé par SPI en novembre 2024. Un problème de report d'alarme et de report des vannes a été signalé. L'exploitant prévoit d'y remédier cette année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire en sorte de lever les non-conformités mineures relevées par les contrôles de ses moyens de défense incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2012, article 4.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie

Prescription contrôlée :

4.5.3 – Bassin de confinement

4.5.3.1 - Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

4.5.3.2 - Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il a une capacité minimale de 2650 m³ (bassin + partiellement sur la voirie véhicules légers côté bâtiment B). Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

4.5.3.3 - Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

4.5.3.4 - Le bassin doit être maintenu au niveau le plus bas techniquement admissible.

Constats :

Le site dispose d'un bassin de 2250m³ pour la récupération des eaux d'extinction incendie.

Trois autres bassins sont présents sur le site mais ils servent :

- à la récupération des eaux pluviales pour ceux de 850m³ et de 1020 m³
- à la récupération des liquides inflammables pour celui de 1800m³.

Les 400m³ manquant pour assurer un volume de 2650m³ sont stockés dans le réseau d'eaux pluviale et dans les quais.

Un ballon obturateur gonflé par une recharge de gaz permet de fermer le réseau d'eaux pluviales de voiries et de rediriger les eaux d'extinction vers le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.

Le ballon est contrôlé 2 fois par an. Le dernier rapport de la société Telestop date du 7 juillet 2025, il n'y avait rien à signaler. Celui d'avant date du 20 janvier 2025 et fait état d'une action de maintenance effectuée.

Le gardien est responsable de l'activation du ballon en appuyant sur un bouton au niveau du dispositif d'obturation, soit à environ 200 m du poste de garde. Il est toujours présent sur le site.

Les deux bassins de récupération des eaux pluviales se trouvent en limite des entrepôts. L'exploitant justifiera comment les eaux d'extinctions incendie n'arrivent pas dans ces bassins.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie comment les eaux d'extinctions incendie n'arrivent pas dans les bassins de rétention des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2012, article 3.2.5.1.2 et 3.2.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Chaudières

Prescription contrôlée :

3.2.5.1.2 - Valeurs limites de rejet

Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

oxydes de soufre en équivalent SO₂ : 35 mg/m³

Oxyde d'azote en équivalent NO₂ : 150 mg/m³

Poussières : 5 mg/m³

3.2.5.2 - Mesure périodique de la pollution rejetée

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du fioul domestique.

Constats :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 août 2012 sont plus restrictives que celles de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. C'est donc l'arrêté préfectoral qui s'applique. L'exploitant vérifie dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 les nouvelles Valeurs limites d'émissions qui doivent s'appliquer aux chaudières dans les prochaines années.

Le site est équipé de 5 chaudières réparties comme suit :

- Bâtiment A/C : une chaudière de 1600kW et une chaudière de 1900kW
- Bâtiment B : 2 chaudières de 1600kW
- Bâtiment D : 1 chaudière de 1250kW.

Toutes les chaudières fonctionnent au gaz naturel.

La chaudière du bâtiment D ne fonctionne plus. Aussi, l'exploitant ne réalise pas de mesure dessus.

Les dernières mesures datent du 22 novembre 2024, elles ont été réalisées par Bureau Veritas. Les 4 chaudières des bâtiments A, B et C ont fait l'objet de mesures.

Le rapport ne fait état d'aucun dépassement de VLE, la mesure des NOx est bien inférieure à 150mg/m³.

L'exploitant est exempté des mesures d'oxydes de soufre et de poussières car les chaudières ne consomment que du gaz naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Étude des flux thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Modélisation des flux thermiques

Prescription contrôlée :

« 1. Etude des effets thermiques

« L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

« 2. Mesures à prendre

« A. Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m² :

« - soit un système d'extinction automatique d'incendie ;

« - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m² ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative

Constats :

L'étude des flux thermiques a été réalisée par ANDINE en février 2023.

Elle a été vue en inspection : aucun flux thermique de 8kWh ne sort du site. Seuls des flux thermiques de 3 et 5kW/m² sortent en limite ouest du site en cas d'incendie des cellules D1, D2, D3A et D4

Type de suites proposées : Sans suite